



together possible.



Programme "Territoire cacao vert" au Cameroun

Note conceptuelle 10 avril 2019

Promouvoir le développement durable du secteur cacaoyer camerounais, contribuer à la protection des forêts et créer des moyens de subsistance durables pour les agriculteurs et leurs communautés grâce à une approche inclusive du territoire.

Cacao et forêts au Cameroun - créer une situation gagnant-gagnant

Historiquement, le cacao camerounais est apprécié sur le marché international en raison de la couleur rouge de ses fèves adaptées à la "couverture" des produits chocolatés tels que les pâtisseries ou les glaces. Malheureusement, au cours des deux dernières décennies, la qualité du cacao camerounais s'est détériorée en raison d'un manque de soutien sectoriel. En conséquence, le cacao du Cameroun ne peut plus être vendu sur le marché premium - il est maintenant vendu à prix réduit sur le marché international conventionnel. Ces développements ont fait de la cacaoculture une activité peu attrayante et les jeunes générations choisissent de se retirer pour chercher ailleurs des emplois plus lucratifs. Pour contrer cette tendance, les petits cacaoculteurs doivent se développer en entreprises rentables afin de s'assurer qu'une nouvelle génération d'agriculteurs produira à nouveau du "cacao rouge" de première qualité mondiale.

Cependant, si elle n'est pas bien planifiée, la promotion de la production de cacao peut créer une pression irresponsable sur les forêts du Cameroun. Depuis la fin des années 1990, le cacao a été identifié comme l'un des principaux moteurs de la déforestation dans le bassin du Congo et le plan du Cameroun visant à atteindre un niveau de production de cacao de 600 000 tonnes de cacao d'ici 2020 risque de mettre davantage les forêts en danger. Par tradition, les agriculteurs ont l'habitude de planter du cacao sous couvert forestier, ce qui signifie qu'avec le temps la production de cacao risque de se faire au détriment des forêts primaires.

Ce défi peut toutefois être relevé en intégrant le soutien à la cacaoculture dans une approche holistique du territoire. La production et la protection peuvent se faire de façon harmonieuse si les acteurs locaux sont impliqués et inclus dans la gestion des ressources naturelles.

Chiffres et tendances

- Aujourd'hui, la production nationale de cacao est d'environ **270 000 tonnes**, l'ambition du pays est de la porter à 600 000 tonnes d'ici 2020.
- Les rendements en cacao se situent entre **350 et 450 kg de fèves de cacao sèches par hectare**.
- La population des cacaoculteurs camerounais est de près d'**un million de petits producteurs** ayant l'habitude d'appliquer l'agroforesterie et un système de cultures intégrées.
- Environ **42 % de la superficie totale des terres** est couverte de forêts, ce qui équivaut à environ 20 millions d'hectares de terres.
- Le taux de déboisement est estimé à environ **0,2 % par an**, mais ce taux devrait augmenter sensiblement dans les années à venir.
- Considéré comme un pays à fort couvert forestier, le Cameroun offre un habitat à plus de **9 000 espèces végétales, 910 espèces d'oiseaux et 320 espèces de mammifères**.

Production, protection, inclusion

La stratégie du Programme est basée sur une approche territoriale, ce qui implique une collaboration avec les partenaires de l'industrie (du secteur cacaoyer ainsi que d'autres industries), le secteur public, les financiers, les organisations de la société civile et les institutions de recherche. L'élaboration de plans d'utilisation des terres qui tiennent compte des besoins des communautés locales et de la nécessité absolue de protéger les forêts des pays permettra au secteur cacaoyer et à l'économie locale au sens large de prospérer sur le long terme. Cela contribuera à faire de la cacaoculture une activité plus durable pour les agriculteurs ruraux entrepreneurs.

Le Programme vise à créer un lien solide entre la protection des ressources naturelles et les activités de production, de manière à ce que la production agricole puisse contribuer activement à la protection de l'environnement et aux sources de revenus des communautés. C'est ce que l'IDH appelle



together possible.



the sustainable trade initiative

l'approche Production, Protection et Inclusion (PPI).

Voici des exemples de ce que le programme pourrait aider à réaliser :

Production durable

Le programme pourrait se concentrer sur l'amélioration de l'appui technique et financier aux jeunes cacaoculteurs entrepreneurs, tout en améliorant la qualité des fèves de cacao produites. Des dispositifs d'appui pourraient par exemple être élaborés et adaptés aux capacités et aux besoins des communautés agricoles.

Protection des forêts

L'un des objectifs du Programme est de soutenir les efforts du gouvernement en matière de restauration forestière et de lutte contre la déforestation, dans le cadre de ses engagements climat et de son plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre (notamment la stratégie REDD+ et l'ERP). Le Programme pourrait se concentrer sur l'engagement des communautés locales productrices de cacao en faveur d'un cacao exempt de déforestation. Une série de mesures pertinentes devront être identifiées au niveau national et territorial pour contribuer aux objectifs de protection des forêts.

Inclusion sociale

Une production cacaoyère durable, si elle est bien gérée, peut fournir des emplois et des revenus essentiels aux communautés, soutenant ainsi le développement social et économique. Le Programme pourrait améliorer les sources de revenus des communautés par un soutien ciblé à la cacaoculture, la diversification des activités agricoles, ainsi que le développement d'autres sources de revenus.

Objectifs génériques du programme

- Éliminer la déforestation de la chaîne d'approvisionnement du cacao
- Améliorer la traçabilité dans la chaîne de valeur
- Intégrer les contributions du secteur privé dans le programme REDD+ du Cameroun
- Soutenir le développement du secteur cacaoyer, la qualité du cacao et la prochaine génération d'entrepreneurs du cacao.

Vue d'ensemble du planning

Nous prévoyons que les travaux débiteront par une phase d'étude, qui aidera à sélectionner les territoires prioritaires, à déterminer les opportunités, à commencer à mobiliser les ressources et à lancer certaines activités sur le terrain (comme l'établissement d'une gouvernance locale, l'élaboration de plans d'aménagement du territoire, etc.)

Elle sera suivie de la mise en œuvre du projet - les activités exactes doivent encore être définies, mais pourraient

comprendre les éléments suivants :

- Développement et investissements dans des accords multipartites au niveau du territoire ("Contrats de production, de protection et d'inclusion").
- Réhabilitation et régénération des plantations de cacao en systèmes de production cacaoyère diversifiés ;
- Activités de restauration des terres et des forêts ;
- Activités de conservation des forêts ;
- Application des réglementations forestières basée sur des approches novatrices et participatives de gestion forestière ;
- Etc.

Phase de définition du programme

Afin d'affiner les plans du GCLP, une étude exploratoire en deux phases est en cours pour aider à sélectionner le(s) territoire(s) prioritaire(s) et à définir les plans détaillés pour les années à venir.

Frontières du territoire

Les frontières du territoire seront basées sur les unités juridictionnelles. Les municipalités ont été identifiées comme les unités juridictionnelles les plus pertinentes, car elles ont un maire et des conseillers élus qui peuvent dialoguer avec leurs électeurs, planifier et budgétiser le développement local, recevoir et rendre compte des finances publiques.

Phase 1 - Identification des territoires prioritaires et élaboration de cartes d'opportunités par territoire

Cela inclut l'identification d'un maximum de 3 territoires prioritaires, où une analyse plus approfondie des principaux défis liés à la production durable, à la protection de l'environnement et à l'inclusion sociale sera effectuée. Cela conduira à l'identification de stratégies possibles pour ces territoires.

Les étapes comprendront :

- Définition des critères de sélection des municipalités ;
- Organisation d'appels téléphoniques avec les principaux intervenants pour recueillir leurs commentaires et intérêt sur les critères de sélection de la municipalité ;
- Organisation d'une réunion pour effectuer l'analyse en fonction de critères convenus et sélectionner les municipalités qui feront l'objet du travail sur le terrain ;
- Analyse préliminaire ciblée, entretiens et détermination de la portée dans les municipalités pilotes prioritaires ;
 - Élaboration d'une carte des opportunités et de recommandations spécifiques identifiées sous la forme d'une note de projet ;
 - Engagement de donateurs et d'investisseurs potentiels ;



together possible.



the sustainable trade initiative

- Organisation d'un atelier multipartite pour présenter les résultats des travaux et décider des plans de la phase 2

Phase 2 - Évaluation complète du programme potentiel dans les municipalités

Une fois que les investisseurs potentiels auront manifesté clairement leur intérêt pour le programme à la fin de la phase 1, des plans plus détaillés seront élaborés pour appuyer la collecte de fonds et la mise en œuvre future du projet. Cela pourrait inclure les activités suivantes :

- Une évaluation complète de l'initiative, y compris une théorie du changement/plan business et des descriptions détaillées des interventions techniques, des arrangements de financement public-privé dans les divers secteurs liés à la déforestation dans la municipalité / juridiction pilote.
- Élaboration de plans locaux d'utilisation des terres pour chaque municipalité cible - y compris les zones à maintenir en tant que forêts et les zones d'investissement dans l'intensification durable de la production agricole. Cela nécessitera des consultations approfondies avec les communautés locales pour convenir d'une utilisation provisoire des terres à l'avenir.
- Conception d'un modèle d'entreprise et d'un cadre d'investissement, y compris un mécanisme d'incitation et de financement du secteur privé fondé sur les résultats et des approches novatrices pour financer la transition des entreprises vers la durabilité.
- Une description claire des arrangements institutionnels en place pour une initiative à long terme et la négociation d'un ensemble de protocoles d'accord (MoU) entre l'État, le secteur privé, la société civile et les partenaires gouvernementaux locaux.

Lien vers la Feuille de route pour un cacao sans déforestation

Parallèlement, l>IDH met en place un partenariat public-privé au niveau national à travers la feuille de route pour un cacao sans déforestation (DFC). Les deux programmes sont complémentaires :

- Au niveau national : la **Feuille de route pour un cacao sans déforestation** est un partenariat public-privé-société civile qui vise à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts liées au cacao au Cameroun, par la conception et la mise en œuvre de nouveaux instruments politiques, directives et plans d'action.
- Au niveau du paysage : le « **Programme territoire cacao vert** » développé en collaboration avec le WWF, soutiendra la création de plates-formes multipartites au niveau municipal, qui définiront et coordonneront la mise en œuvre des plans d'action pour encourager la production durable de cacao, protéger et restaurer les

forêts, et améliorer les sources de revenus des communautés. Les municipalités choisies pour le programme seront également les territoires privilégiés pour piloter les réformes et les mesures stratégiques conçues dans le cadre de la Feuille de route.

Une coopération entre l>IDH et le WWF Cameroun

L>IDH, l'Initiative pour le commerce durable et le WWF Cameroun se sont engagés à collaborer à ce programme.

Dans un premier temps, ils travailleront conjointement sur l'étude de cadrage, avec l>IDH comme chef de file et expert sur l'industrie cacaoyère et le WWF Cameroun comme expert sur la conservation des forêts, du climat et de la biodiversité. Les rôles et les responsabilités des deux organisations seront précisés par la suite en fonction des recommandations de l'étude de faisabilité

Étapes finalisées

- Atelier de lancement de l'Atelier de confirmation des engagements (septembre 2018)
- Loi signé par Advans Cameroun, Barry Callebaut, Cargill/Telcar, Chocolaterie Alexandre, CICC, IDH, IITA, IRAD, Olam, REDD+, SNV, WWF (Sept 2018)
- Publication des termes de référence pour l'étude de délimitation de la portée (novembre 2018)
- Consultant sélectionné (début janvier 2019)
- Séance d'information sur les critères de sélection des paysages (janvier 2019)
- Missions sur le terrain dans des zones potentielles (mars-avril 2019)

Prochaines étapes

- Atelier pour discuter des résultats de la phase 1 (2 mai 2019)
- Collecte de fonds (à partir de mai 2019)
- Mise en place du projet (juillet-août 2019)
- Phase de mise en œuvre (2019-2021)



together possible.



the sustainable
trade initiative

Coordonnées des points focaux

IDH, l'Initiative pour le commerce durable

- Jonas Mva Mva Mva, directeur du programme cacao de l'IDH, mvamva@idhtrade.org
- Elvis Ngwa, responsable du programme Cacao et paysage de l'IDH, Cameroun, ngwa@idhtrade.org

WWF

- Raphaela Deau, WWF Landscape Finance Market Lead, raphaele@landscapelab.org
- Gaston Buh, Coordinateur SIG du WWF Cameroun, gbuh@wwfcam.org